



Sommaire

Grand angle :

- Intervenir en Afrique de l'Ouest: enjeux et défis

P. 2

Focus

- Les défis de la consolidation d'une filière café de qualité en Guinée

P. 3

Actualité des partenariats SIDI

- Kafo Jiginew : un nouveau partenariat pour l'inclusion financière au Mali

En bref :

- Assemblée Générale 2018 de la Sidi
- Semaine de la finance solidaire
- Un nouveau partenaire au Kivu

P. 4

Chers amis,
chers actionnaires solidaires,

Avec un regard sur l'Afrique de l'Ouest, nous souhaitons par ces Carnets partager avec vous l'action de la SIDI dans une région qui nous est à la fois proche et fait face aujourd'hui à des enjeux et défis considérables.

La SIDI s'est attachée à cette région depuis longtemps et a participé, avec d'autres, à la structuration, la consolidation et la pérennisation d'acteurs aujourd'hui aux prises à de grandes responsabilités d'inclusion financière, économique et sociale. Leurs engagements professionnalisés sont d'autant plus importants qu'ils répondent à la montée en compétences d'une population jeune, qui a compris que son destin se passe d'abord chez elle, en dépit des tragédies de la Méditerranée auxquelles nous continuons d'assister.

De fait, la SIDI a choisi de s'engager à la fois auprès d'acteurs émergents qui innovent pour la structuration de filières agricoles, mais aussi auprès de systèmes de financement principalement ruraux, déjà consolidés, et qui ont une mission reconnue d'inclusion financière, économique et sociale.

Depuis peu, la question de la sécurité physique des personnes se pose vis-à-vis des partenaires installés dans des régions troublées et mal protégées. Notre engagement solidaire maintenu auprès d'eux vise à ce qu'à la menace elle-même ne s'ajoute pas un tarissement des financements. Cela nous permet de nous assurer de ne pas parler de ces pays qu'en termes de pauvreté ou d'insécurité, et insister sur leur dynamisme !

*Dominique Lesaffre,
Directeur Général*



Grand angle

INTERVENIR EN AFRIQUE DE L'OUEST : ENJEUX ET DÉFIS

Malgré d'importants progrès et une accélération de leur développement depuis deux décennies, les pays de la sous-région¹ comptent souvent parmi les moins avancés en termes d'Indice de Développement Humain : trois quart de leur population vivent toujours avec moins de deux dollars par jour, l'accès à l'éducation et à la santé demeure restreint, et les économies restent fragiles et ouvertes à la compétition mondiale sans beaucoup de protections.

Les pays ouest-africains font face à de nombreux défis. Celui d'une croissance démographique soutenue d'abord, qui cause une forte pression sur la demande de produits agricoles et plonge certaines régions dans des crises récurrentes d'approvisionnement alimentaire, mais pose aussi l'enjeu de l'inclusion socio-économique d'une jeunesse aux attentes très fortes. Le défi du changement climatique, qui altère déjà les cycles saisonniers de pluie et les paysages de la bande sahélienne (sécheresse, inondations, transformation des zones désertiques en zones tropicales, glissements de terrain...). Le défi enfin de la montée en puissance des groupes terroristes, souvent soutenus depuis l'étranger, qui déstabilise fortement la région, dont les populations ont vu leurs conditions de vie se dégrader au cours des dernières années du fait de l'insécurité croissante.

Face à ce contexte extrêmement critique, la SIDI fait le choix de maintenir et accentuer sa présence dans sept pays d'Afrique de l'Ouest : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Au 31/08/2017, la SIDI comptait 24 partenaires dans la sous-région, dont 20 financés pour un total de 3,8 millions d'euros. Le fonds FEFISOL, que la SIDI dirige et a cofondé avec les investisseurs sociaux européens Alterfin et Etimos, lui permet de renforcer son appui avec 9,6 millions d'euros supplémentaires investis dans 9 pays de la zone.

Plus de la moitié des partenaires de la SIDI dans la région sont des systèmes de financement décentralisés (SFD – nom donné aux Institutions de microfinance dans le cadre de l'Union Monétaire Ouest-Africaine). Dans une région où on estimait, à fin 2012, que plus de 90% de la population était dépourvue d'accès aux services financiers de base, comme le crédit et l'épargne, on comprend donc l'importance de soutenir l'émergence d'acteurs capables de changer la donne. La SIDI appuie 11 SFD et deux institutions de refinancement qui se sont donné pour mission de mettre les services financiers à la portée des populations rurales, dans des zones où le taux de pauvreté est généralement deux à trois fois plus élevé qu'en zone urbaine. Au Burkina Faso, par exemple, la SIDI a renforcé son appui à la PAMF, un SFD rural, et continue de soutenir l'UBTEC et ASIENA, qui ont notamment misé sur la méthodologie MUSO pour étendre leur offre de services aux populations rurales. Le secteur de la microfinance ouest-africain a connu un important essor depuis le début des années 90, grâce à un contexte légal incitatif. Dans ce contexte, la SIDI veut accompagner la croissance de ses partenaires afin de consolider leur gouvernance, améliorer leurs compétences opérationnelles ou encore veiller à leur consolidation institutionnelle (mise en conformité avec les réglementations, formalisations de l'activité...). La SIDI s'est notamment impliquée aux côtés de SEN'Finances dont elle a accompagné le processus de transition institutionnelle tout au long de l'année 2016, de manière à lui permettre d'amplifier son soutien aux SFD ruraux au Sénégal.

L'agriculture, notamment à l'échelle familiale, est un enjeu primordial dans la région. Une grande partie de la population dépend, en effet, encore totalement des revenus de l'agriculture et est directement affectée par les conséquences du changement climatique qui marque particulièrement la zone. La SIDI cherche donc également à contribuer au renforcement d'acteurs capables de devenir moteurs dans la consolidation de filières agricoles porteuses pour les populations locales, ce malgré les risques d'exposition des filières agricoles de la région. C'est notamment le cas des coopératives COOPARA en Côte d'Ivoire et WOKO en Guinée (voir interview p.3), qui travaillent respectivement au développement de productions de cacao et de café de qualité, capables de garantir de meilleurs revenus aux producteurs des régions où elles sont implantées. Au Niger, la SIDI continue d'accompagner l'organisation paysanne FCMN-Niya dans le développement de filières maraîchères par des crédits de campagne saisonniers, et la soutient aussi dans la mise en œuvre de sa démarche de transition écologique et sociale, ce malgré l'exposition aux risques propres aux filières agricoles dans cette région.

L'intervention de la SIDI dans une zone telle que l'Afrique de l'Ouest reste cruciale pour plusieurs raisons. D'une part, les besoins de financements des populations rurales restent extrêmement importants et exigent que la SIDI puisse continuer à s'investir au côté d'acteurs de la microfinance, notamment en zones rurales. D'autre part, la SIDI cherche à développer son soutien aux filières agricoles locales, soit de façon indirecte au travers de ses partenaires microfinanciers, soit en direct en accompagnant des organisations paysannes, mais ce type d'intervention est aujourd'hui particulièrement difficile en raison de l'isolement des structures et du contexte sécuritaire précaire qui rendent parfois le suivi des partenaires impossible.



7 organisations de producteurs

2 entreprises sociales

13 institutions de microfinance

¹ Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo

LES DÉFIS DE LA CONSOLIDATION D'UNE FILIÈRE CAFÉ DE QUALITÉ EN GUINÉE

Peinant à regagner ses lettres de noblesse sur le marché international, le café guinéen souffre encore aujourd'hui du manque de structuration de la filière qui limite drastiquement tant la quantité que la qualité de la production, et en définitive restreint les prix payés aux producteurs. Le café constitue pourtant pour des milliers de familles une source de revenus cruciale, garante de leur sécurité alimentaire. Née en 2003 d'une initiative de producteurs locaux, la coopérative Woko promeut la production d'un café de qualité en Guinée forestière dans l'optique d'améliorer les revenus de 500 planteurs de cette région isolée. Dans cet entretien nous revenons avec Laure Steer, chargée de programme auprès de l'Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de Développement (IRAM), sur les opportunités et défis à relever par cette coopérative partenaire de la SIDI.

Pourquoi soutenir le développement d'une coopérative comme Woko ?

Le café est la principale culture pérenne pour les agriculteurs de Guinée forestière. Alors que cette région est souvent associée à la culture des palmiers à huile, et plus récemment du cacao, le café est la culture qui contribue cependant le plus à leur sécurité alimentaire : une large part des revenus des producteurs provenant de sa vente. Bien que la relance du secteur du café ait été soutenue par le gouvernement guinéen dès les années 80, Woko reste aujourd'hui le seul acteur à chercher à développer une production de café mettant l'accent sur la qualité. Or ce parti pris par Woko, permet de viser des marchés d'export et de commerce équitable, bien plus rémunérateurs pour les producteurs. La démarche de Woko nous semble pour cela capable de tirer les revenus des paysans vers le haut.

A quel type d'obstacles se heurte le renforcement de Woko ?

Le principal défi aujourd'hui pour Woko est d'assurer que la production de ses membres lui revienne. Le problème n'est pas tant que les membres ne soient pas intéressés par Woko, mais que les producteurs sont incités à prélever leur café à d'autres acteurs au moment de la soudure par manque de trésorerie. Durant cette période, les rentrées d'argent sont quasi inexistantes et les besoins de financement importants, or le manque d'alternatives financières conduit les producteurs à prélever une partie de leur récolte à venir à des collecteurs locaux. Les prix pratiqués par ces collecteurs sont extrêmement faibles, puisque ils correspondent généralement à tout juste 30% à 50% du prix de début de saison. Ces prélevements contribuent ainsi à diminuer, avant même le début de la campagne, les volumes de café disponibles à la vente et a pour effet pervers d'inciter les producteurs à privilégier la quantité au détriment de la qualité. Par ailleurs, la concurrence représentée par les collecteurs, a aussi pour conséquence au cours de la saison de faire drastiquement augmenter les prix d'achat. Les collecteurs tendent, en effet, à augmenter leurs prix afin de capter le restant de la production. Woko, qui calcule son prix d'achat en fonction de celui des collecteurs auquel il ajoute une prime, a de fait rapidement du mal à suivre l'envolée des prix.

L'autre difficulté majeure pour Woko, est qu'aujourd'hui la qualité du café n'est pas valorisée sur le marché local et régional. Le café de qualité acheté par les collecteurs est mélangé avec du café tout venant - pas mûr, pas bien trié, etc. - pour avoir un café de qualité moyenne à acceptable. L'absence de recherche de qualité, pénalise fortement Woko, qui trouve difficilement

des acheteurs sur le marché local et régional pour son café de qualité. L'extrême isolement de la coopérative reste aussi un obstacle de taille. Woko se trouve, en effet, à deux jours de route de la capitale et dispose de ressources de communications très limitées : une connexion internet intermittente par clé 3G et un réseau téléphonique fragile. Dans ces conditions, il est très difficile de travailler sur des aspects tels que la commercialisation ou la certification.

Que peut apporter la SIDI à Woko ?

La SIDI a d'ores et déjà contribué à lever une énorme contrainte pour Woko. Avant son arrivée, le café était acheté à crédit aux producteurs, ce qui était difficilement accepté par les membres. Le préfinancement des deux dernières campagnes a permis de lever une première grosse difficulté, en permettant à la coopérative de payer les producteurs durant la récolte. Sans ce crédit, cette année, ils n'auraient peut-être même pas pu collecter un container. C'était vraiment la course pour le café cette année !

Sur le plan organisationnel, il y a un fort besoin de renforcement des capacités notamment au niveau de tout ce qui est suivi budgétaire et comptabilité car ils ont du mal à avoir un suivi approprié du budget. Un projet d'assistance technique pourrait permettre de développer leurs outils de suivi comptable et donc de mieux suivre les différents postes de dépenses, et mieux prévoir les budgets opérationnels. Un appui pourrait aussi être souhaitable pour l'élaboration d'un business plan.





Actualité des partenariats SIDI

KAFO JIGINEW : UN NOUVEAU PARTENARIAT POUR L'INCLUSION FINANCIÈRE AU MALI

Depuis sa création, Kafo Jiginew incarne l'aspiration des paysans et des artisans d'être maîtres de leur propre développement. En 1987, lorsque cette coopérative d'épargne-crédit est fondée près de Koutiala, la « Capitale de l'Or Blanc », en plein cœur du Mali-Sud, c'est avant tout pour répondre aux besoins des producteurs de coton. En l'espace de 30 ans, cette petite organisation locale a connu une expansion remarquable, qui lui permet aujourd'hui de s'affirmer comme le premier réseau mutualiste malien avec plus de 382 000 membres à fin 2016 et 167 guichets dans tout le pays. L'été 2017 a vu la concrétisation d'un partenariat de long terme entre Kafo Jiginew et la SIDI.

La création de Kafo Jiginew en 1987 a été motivée par l'absence d'une banque rurale pour les paysans au Mali-Sud. En effet, seule la Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA) manifestait alors un intérêt pour le monde rural, mais sans pour autant offrir de gamme de services adaptés aux besoins des producteurs individuels. Kafo Jiginew, qui signifie en Bambara « Union des Greniers », s'est ainsi érigée dès ses débuts en option accessible aux petits producteurs de coton. Ce projet, initialement porté par un consortium d'acteurs de la coopération internationale dont le Crédit Coopératif en France, s'est rapidement déployé aux cinq autres régions productrices de coton composant le Mali-Sud puis a, à partir du milieu des années 90, ouvert des guichets dans certaines grandes villes du reste du pays. Malgré cette croissance exceptionnelle, Kafo Jiginew a conservé son fort ancrage rural : l'essentiel de ses guichets (78%) se trouvant en zone rurale et ses crédits contribuant en premier lieu au financement d'activités agricoles diversifiées (45%).

Le réseau Kafo Jiginew est aujourd'hui structuré en trois niveaux. Sa base est formée de 19 caisses locales ou « Jiginè » (greniers), de tailles très diverses et dont le capital est constitué des souscriptions des habitants de plusieurs villages ou quartiers, qui se sont associés pour la fonder et la gérer au bénéfice des membres sociétaires. Les caisses locales fonctionnent de manière autogérée : leurs membres pourvoyant à la gestion des opérations et élisant leurs propres instances de gouvernance. Cinq délégations régionales assurent un suivi technique des caisses de base. Enfin, une faitière chapeaute le tout. Elle joue, notamment, le rôle de caisse centrale, gérant les excédents de trésorerie des caisses locales et les refinançant le cas échéant. Elle remplit aussi une fonction d'assistance technique et de coordination de l'ensemble de l'union dont elle assure le bon fonctionnement et améliore la performance par la formation, l'informatisation, la surveillance financière, le contrôle et la coordination entre les caisses locales.

Aujourd'hui le réseau mutualiste d'épargne/crédit fait face à des défis de taille, notamment liés à l'insécurité et l'instabilité qui marquent l'ensemble du pays et entravent aussi bien l'activité du réseau que celle de ses membres qui ont du mal à entreprendre dans un tel contexte. Si l'amélioration notable de la situation sécuritaire a été constatée dans le Sud, les attaques terroristes persistent en revanche dans le Centre et dans Nord, empêchant une reprise normale des activités. Autre défi pour le réseau : réussir à diversifier ses activités en évitant de trop se concentrer sur le financement de la filière cotonnière, fortement soumise aux aléas de prix.

Dans un pays, où l'inclusion financière demeure faible - seul 14,8% de la population possède un compte bancaire - un acteur comme «Kafo» joue un rôle crucial pour la progression de l'inclusion financière. C'est à ce titre que la SIDI a formalisé un partenariat avec ce réseau, en lui accordant un prêt d'un million d'euros sur cinq ans sous forme de dette subordonnée. Ce type d'investissement vise à permettre de consolider les fonds propres du réseau, et donc d'accroître la capacité de refinancement de la faitière chapeautant les caisses locales, mais surtout permettre à Kafo Jiginew de mobiliser des ressources stables auprès d'autres partenaires financiers nationaux et internationaux.

Avec cet important investissement, la SIDI renforce considérablement son ancrage au Mali, pays dans lequel elle est déjà engagée depuis de nombreuses années, auprès du réseau de coopératives d'épargne et de crédit Nyèsigiso, de l'Association des Organisations Professionnelles Paysannes (AOPP), mais également de la Banque Malienne de Solidarité, dont elle appuie depuis 2002 la structuration et la pérennisation, et qui est devenue le premier financeur de la finance rurale du pays. Cet engagement multiple lui permet d'œuvrer de front à l'étendue de l'accès aux services financiers de proximité en milieu rural.

En bref

AG 2018

Les instances de la SIDI ont décidé de fixer la prochaine Assemblée Générale à la date du 23 mai 2018. Nous aurons la chance d'y accueillir Mme Miejavola Rakotonarivo, Directrice de Nutrizaza, qui nous exposera le bilan des cinq premières années de cette entreprise sociale fondée pour répondre au défi de la malnutrition infantile.

Semaine de la finance solidaire :

Le collectif Finansol organise la Semaine de la Finance Solidaire du 6 au 13 novembre !

La SIDI, comme le CCFD-Terre Solidaire, s'associent bien entendu à l'événement en participant à plusieurs manifestations dans toute la France.

Plus d'informations sur : www.finansol.org

Un nouveau partenaire au Rivu: Kawa Kabuya

Pour la première fois depuis 2004, la SIDI a entériné un nouveau partenariat financier dans la région des Grands Lacs, à l'Est de la République Démocratique du Congo.

Par l'octroi d'une ligne de crédit de 150 000 dollars à la coopérative de café Kawa Kabuya, la SIDI lui permet de rémunérer ses quelque 2300 membres dès la récolte, appuyant par là une filière sinistrée par 15 ans de conflits.